

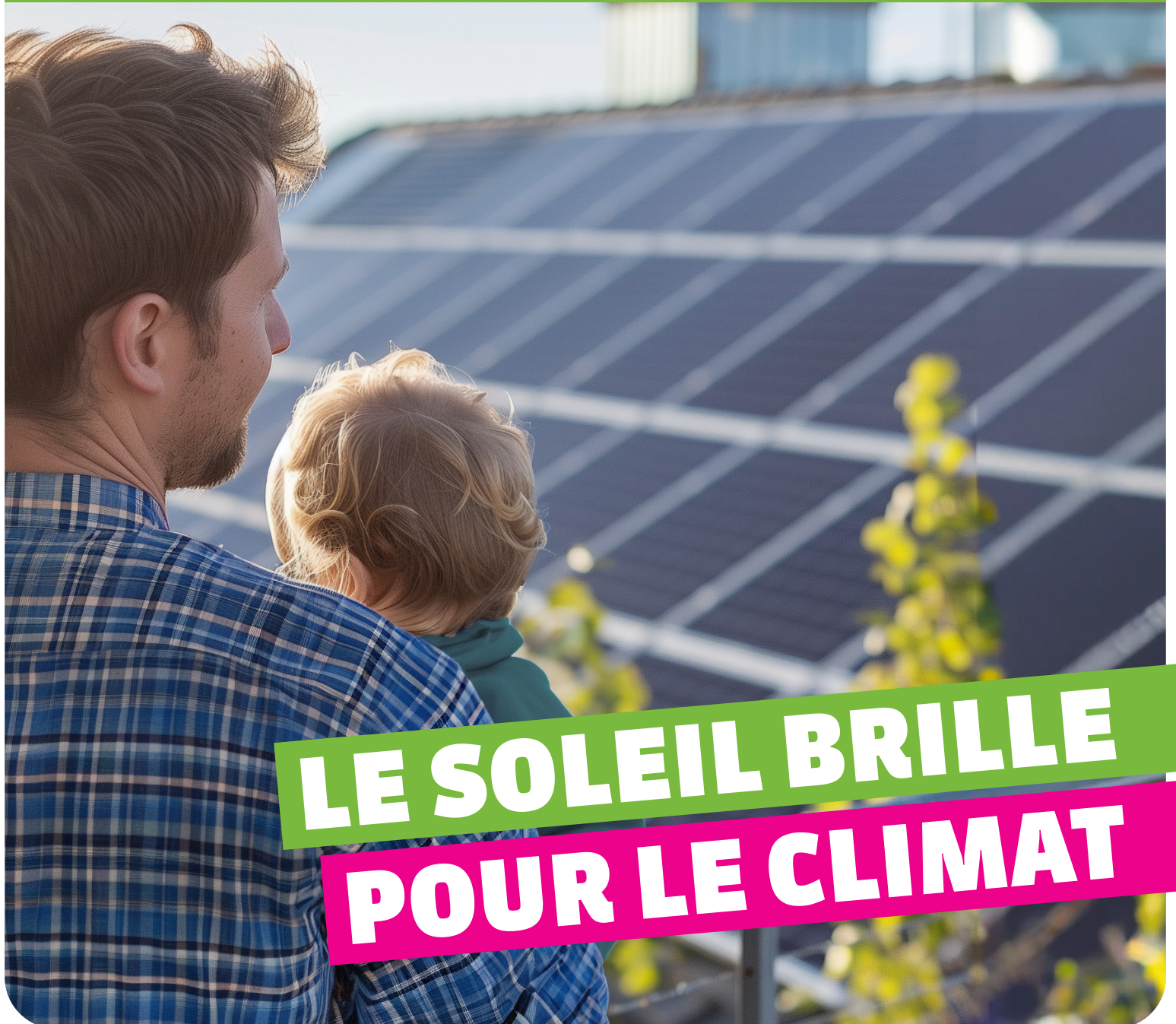
SEPTEMBRE 2024 / N°3



GREENFO

LE MAGAZINE DES VERT·E·S SUISSES

- › INITIATIVE SOLAIRE : LANCEMENT RÉUSSI 3
- › CEDH : UN JUGEMENT HISTORIQUE 4
- › OUI À L'INITIATIVE BIODIVERSITÉ 5



**LE SOLEIL BRILLE
POUR LE CLIMAT**

▼ Le 17 août 2024 à Bâle, Lisa Mazzone, présidente des VERT-E-S suisses, défend le recours contre AVS21 en compagnie de Fleur Weibel députée au Grand Conseil (BS) et de Rahel Estermann, secrétaire générale.

RENDONS AUX FEMMES LEUR ANNÉE DE RENTE !

« L'OFAS n'élabore pas les perspectives financières en fonction de l'agenda politique. C'est un travail rigoureux et systématique, qui n'est pas bricolé en fonction d'une votation. » Ce sont les mots du directeur de l'Office fédéral des assurances sociales durant la campagne sur l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, en 2022.

Coup de théâtre : il y a quelques semaines, l'OFAS convoquait la presse et révélait des erreurs de l'ordre de 4 milliards de francs dans le programme qui calcule les perspectives financières de l'AVS. Ainsi, la santé financière de l'AVS serait drastiquement meilleure. Pourquoi ? Selon le même directeur, « c'est possible tout simplement parce que les projections financières sont un exercice extrêmement délicat, extrêmement complexe, il y a toujours un risque de faire des

erreurs ». AVS 21 a été accepté par une infime majorité de 50,5% des votant-e-s. L'écrasante majorité des femmes l'a refusé, tout comme la Suisse romande et le Tessin. De la conception du projet aux débats parlementaires puis à la campagne de votation, le Conseil fédéral et les partis de droite ne parlaient que d'une chose : l'AVS au bord du gouffre (financier), comme le disait le magazine Bilan. Et de répéter en boucle les chiffres de l'OFAS.

Et qui devait passer à la caisse ? Les femmes. Alors qu'elles touchent un tiers de moins que les hommes à la retraite. Il fallait toutefois qu'elles travaillent une année supplémentaire.

Aujourd'hui, on le sait : le tribut payé par les femmes était inutile. L'AVS n'en a pas besoin. Une démocratie qui

fonctionne repose sur la confiance dans les informations transmises par les autorités. Les informations étaient fausses, c'est pourquoi nous avons déposé un recours contre la votation, à Genève et à Zurich, aux côtés de femmes concernées.

Nous irons jusqu'au Tribunal fédéral pour rendre aux femmes leur année de rente perdue.

Lisa Mazzone
présidente des VERT-E-S suisses

Soutenir notre recours:



<https://verts.ch/campagne/recours-avs21>

A VOS AGENDAS !

Impressum

Greenfo – Le magazine des VERT-E-S suisses
Waisenhausplatz 21, 3011 Berne
031 326 66 00
www.verts.ch - verts@verts.ch
Tirage 3200 exemplaires
Rédaction : Fabienne Engler, Marjorie Spart
Traduction : Marjorie Spart, Madeleine Zbinden
Mise en page et illustrations : Tom Wahli
Imprimerie : Bubenberg Druck
Photos: Tom Wahli (p.1) Beatrice Devènes (p.3, 4, 5, 6, 7), Les VERT-E-S suisses (p.2, 3), Shervine Nafissi (p.4), Les VERT-E-S Uri (p.8)

Abonnement annuel : CHF 20.- (compris dans la cotisation de membre)
Soutenez les VERT-E-S en versant un don !
IBAN CH02 0900 0000 8002 6747 3 ou
www.verts.ch/faire-un-don

Le 28 septembre : Entre nous, pas de frontières !

Solidarité sans frontières organise une grande manifestation du mouvement pour le droit à la migration et à l'asile, le samedi 28 septembre à Berne. Les VERT-E-S se joignent aux plus de 100 organisations, pour envoyer un signal fort en faveur de la participation de toutes et tous et contre le racisme, l'exclusion et la privation des droits.

Infos 28.09.



Le 16 novembre : Réseautage pour les femmes

Le Réseau femmes Vertes organise sa prochaine rencontre le samedi 16 novembre à Berne. Au menu de cette journée : ateliers, réseautage et convivialité.

Infos 16.11.





◀ Maya Graf, conseillère aux États (BL) et Maja Haus responsable des initiatives au secrétariat général lors du lancement de l'initiative solaire.

L'INITIATIVE SOLAIRE COMME RÉPONSE

Le 11 juin dernier nous avons lancé la récolte de signatures pour notre initiative populaire « Pour un approvisionnement sûr en énergies renouvelables (initiative solaire) ». Cette initiative constitue une suite logique après l'acceptation par le peuple de la loi sur la protection du climat et de la loi sur l'électricité.

La loi climat ancre comme objectif la réduction des émissions suisses de gaz à effet de serre à zéro net (neutralité carbone) d'ici 2050. Le réchauffement climatique mondial est principalement dû aux énergies fossiles telles que charbon, pétrole ou gaz. Si nous voulons le stopper, nous devons cesser d'y avoir recours. C'est possible si nous passons le plus vite possible aux énergies renouvelables, à commencer par le solaire qui est l'énergie renouvelable ayant le plus grand potentiel inutilisé en Suisse.

Malheureusement, lors des débats au Parlement concernant la loi sur l'électricité il n'a pas été possible de trouver une majorité pour exploiter ce potentiel. C'est là qu'entre en scène l'initiative solaire qui demande que lors de nouvelles constructions et de transformations importantes, les surfaces appropriées des toits et façades soient utilisées pour la production d'énergie renouvelable. Au plus tard 15 ans après l'acceptation de l'initiative, cette obligation s'appliquera également aux bâtiments existants, sauf pour les bâtiments classés monuments historiques ou pour lesquels l'utilisation d'énergies renouvelables serait disproportionnée

pour d'autres raisons. Des aides financières de la Confédération sont également prévues.

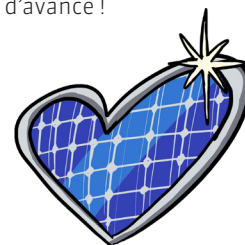
Contre le nucléaire

L'initiative solaire est d'autant plus nécessaire qu'elle constitue aussi un moyen de s'opposer à l'initiative « De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout) » déposée en début d'année. Cette dernière propose, en agitant la menace d'une pénurie programmée d'électricité, d'autoriser à nouveau la construction de centrales nucléaires dans notre pays, un non-sens tant environnemental qu'économique. La décision populaire de sortir du nucléaire prise en 2017 dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050 serait ainsi balayée. La crainte est grande que cette initiative soit accueillie favorablement par le conseiller fédéral pro-nucléaire Albert Rösti qui doit prochainement annoncer quelle suite il entend donner à cette initiative.

Le tournant énergétique passe par le développement des énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire, et pas par le nucléaire. Installer du photovoltaïque sur les

constructions existantes est la forme d'énergie la mieux acceptée par la population selon plusieurs enquêtes. On le constate aussi sur le terrain : après les premières semaines de récolte de signatures, le bilan est réjouissant. Grâce à l'engagement de nos militant-e-s et à l'effort des autres partis et organisations qui soutiennent l'initiative, nous avons déjà pu recueillir près de 20'000 signatures.

Il ne faut cependant pas lâcher la pression afin que nous puissions le plus rapidement possible déposer le texte auprès de la Chancellerie fédérale. Chère et cher membre des VERT-E-S, nous avons besoin de l'engagement de chacun-e d'entre vous ces prochaines semaines pour y parvenir, merci d'avance !



Christophe Clivaz
conseiller national VS
christophe_clivaz

« CE VERDICT RAPPELLE L'URGENCE D'AGIR »

Le 9 avril, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné la Suisse pour son inaction climatique, grâce à une action en justice menée par les Aînés pour le climat. Après huit ans de combat, un tribunal reconnaît que le droit à un environnement sain est un droit fondamental. Anne Mahrer, coprésidente des Aînés pour le Climat, revient sur cette victoire.

Anne Mahrer, que représente pour vous le verdict de la CEDH ?

Ce verdict historique est une avancée majeure pour les droits fondamentaux et la protection du climat. Il pointe le non-respect par la Suisse de ses engagements climatiques. Il confirme le devoir d'un État de protéger sa population contre les effets néfastes du changement climatique sur la vie, la santé et la qualité de vie. Ce verdict rappelle l'urgence d'agir afin de ne pas faire porter le poids de l'inaction par les générations futures.

Comment avez-vous vécu ce moment où la Cour vous a donné raison ?

Nous avons vécu ce moment d'une intensité rare sous l'œil des médias du monde entier comme l'aboutissement d'un marathon judiciaire de 8 ans. Alors que nous n'avions pas été entendues

par nos autorités et les tribunaux suisses, la CEDH a confirmé que la protection du climat est un droit humain. Nous sommes fières d'avoir ouvert la voie et écrit l'histoire.

En quoi cette victoire est-elle porteuse d'espoir ?

Cette victoire contribue à élargir le champ des possibles en matière de droits humains. La CEDH consacre un nouveau droit des individus à une protection effective par les États des effets du réchauffement climatique. Cette décision fait jurisprudence et concerne les 46 pays du Conseil de l'Europe. Cet arrêt contraignant doit faire bouger la Suisse.

Que reprenez-vous de ces huit ans de combat ?

Que l'âge n'est pas un obstacle pour

s'engager et gagner ! L'intérêt que notre action judiciaire a suscité, dès 2016, ne s'est jamais démenti. Nous avons répondu à des sollicitations bien au-delà de nos frontières : interventions lors d'événements, articles dans les médias, interviews, réalisations de documentaires, publications prochaines de livres.

Le Parlement appelle au rejet de ce verdict. Décourageant ?

Après 8 ans de marathon, notre détermination reste intacte face au vent contraire qui souffle au Parlement. Nous allons suivre de près la mise en œuvre par le Conseil fédéral de ce verdict historique et continuer à répondre aux sollicitations qui nous arrivent chaque jour.

Le Parlement appelle le Conseil fédéral à ne pas respecter l'arrêt de la CEDH. A-t-il le choix ? Le point avec Raphaël Mahaim, conseiller national VD et avocat des Aînés pour le climat.



La pitoyable déclaration du Parlement n'y change rien : les arrêts de la CEDH sont contraignants pour les États qui ont ratifié la Convention européenne des droits de l'Homme. La Suisse n'échappe pas à cette règle.

Si un pays n'exécute pas un arrêt de la Cour, il y a deux sortes de conséquences possibles. D'une part, le Comité des ministres – un organe politique représenté par un ministre de chaque État, Ignazio Cassis pour la Suisse – est autorisé à rappeler un pays à ses obligations. La CEDH peut être saisie pour constater une nouvelle violation de la Convention découlant de l'absence de mise en œuvre d'un arrêt. D'autre part, dès lors que cet arrêt crée un précédent, chaque tribunal suisse est tenu de le respecter et de le faire respecter. En clair : si la Suisse n'agit pas, elle pourrait être condamnée par n'importe quel tribunal du pays. On pourrait donc imaginer une avalanche de nouveaux jugements en cas d'inaction de la Suisse.

L'INITIATIVE BIODIVERSITÉ : EN FAVEUR DU VIVANT !

Face à la disparition des espèces, l'initiative biodiversité entend ancrer dans la Constitution une protection renforcée de la biodiversité, en lui mettant à disposition davantage d'espaces et d'argent. Le 22 septembre, les VERT-E-S diront un grand OUI à la protection du Vivant.

Un tiers des espèces animales et végétales sont menacées ou ont déjà disparu. La moitié des milieux naturels sont sous pression. La biodiversité reste le parent pauvre de la politique fédérale : malgré un engagement total des VERT-E-S, toutes les mesures de préservation proposées jusqu'ici ont été balayées. Les garde-fous contenus dans les lois actuelles - comme la loi sur la protection de la nature et du paysage - sont supprimés les uns après les autres. Nous assistons à une volonté politique claire, menée par la majorité bourgeoise du Parlement, de biffer toutes les mesures de protection du Vivant au motif fallacieux qu'elles empêchent l'industrie et l'agriculture de prospérer. Pourtant, nous profitons toutes et tous des bienfaits d'une

biodiversité préservée : une nature diversifiée garantit la pureté de l'air, l'eau potable, la pollinisation et la fertilité des sols.

La perte de biodiversité met en péril notre approvisionnement alimentaire. Le Conseil fédéral l'a d'ailleurs dit : la biodiversité joue un rôle central dans le maintien de la sécurité de l'approvisionnement à long terme, car sans elle la performance de la production agricole diminue. Dire Oui le 22 septembre, signifie donc renforcer notre sécurité alimentaire. Mais aussi soutenir les familles paysannes qui seront mieux indemnisées pour le soin qu'elles portent à la nature. Pour les VERT-E-S, la protection de la nature ne s'oppose pas à l'agriculture. C'est

pourquoi nous nous engageons pour une agriculture et une industrie agro-alimentaire durables et avons adopté en août une résolution dans ce sens. L'agriculture a déjà réalisé de nombreux progrès dans la préservation de la biodiversité, mais il reste encore beaucoup à faire. L'initiative biodiversité fait un pas essentiel dans ce sens : elle permet de mener une économie agroalimentaire durable tout en protégeant le Vivant.



Céline Vara
conseillère aux États NE
celinevara

LE DESSIN DE DEBUHME

UN ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE 2.0 AVEC LA CHINE



COTISER PLUS

POUR RECEVOIR MOINS ? NON !

En 2022, la population a décidé de relever l'âge de la retraite des femmes.. La promesse faite à l'époque d'améliorer en contrepartie leur rente du 2e pilier (LPP) n'a pas été tenue. Bien au contraire, le taux de conversion – et donc pour beaucoup également la rente – va baisser. Cotiser davantage pour recevoir moins à la retraite? Nous disons Non le 22 septembre à la réforme LPP.

Notre Constitution nous promet une rente LPP nous permettant de maintenir notre niveau de vie antérieur. La réalité est bien différente. Étant donné que les caisses de pension – contrairement à l'AVS – n'intègrent pas de bonifications pour tâches éducatives et d'assistance, les personnes les assurant sans être payées sont pénalisées, car leur rente sera plus basse. Les femmes sont concernées en premier chef : leurs rentes LPP sont en moyenne inférieures de 46% à celles des hommes ! Par conséquent, le taux de pauvreté est également plus élevé chez les retraitées. Même si la réforme prétend mieux assurer les temps partiels, il n'y a quasi aucune amélioration structurelle fondamentale pour les femmes. Elle ne prévoit même pas d'ad-

apter les rentes au renchérissement, ce qui leur fait perdre d'année en année de leur valeur.

NON à la baisse des rentes

Nos caisses de pension vont bien. Il n'y a aucune raison de priver les 50+ d'une partie de leur rente. Or, c'est exactement le résultat de cette réforme. Car, baisser le taux de conversion revient à baisser la rente pour beaucoup : nous obtenons moins de rente pour l'argent épargné. Résultat : encore plus de retraité-e-s vont être tributaires des prestations complémentaires. La réforme prévoit certes des suppléments de rente pour la génération transitoire, mais même la « pleine » compensation ne permet souvent pas de contrebalancer les pertes de rente. Et pour la

moitié de cette génération, qui ne peut plus s'adapter à la nouvelle situation, aucun supplément n'est de toute façon prévu.

En concoctant cette réforme, les partis bourgeois manquent à leur promesse durant la campagne de votation sur la réforme de l'AVS : relever puissamment les rentes des temps partiels, des revenus faibles et des femmes. Et à la place, nous faire cotiser plus pour recevoir moins. Les VERT-E-S le refusent !

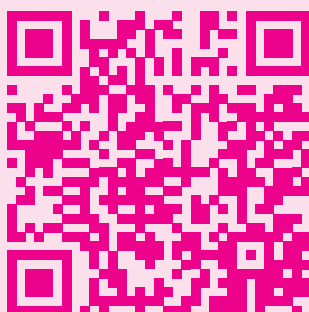


Léonore Porchet
conseillère nationale VD
@leonoreporchet

POUR UN SYSTÈME DE SANTÉ PLUS ÉQUITABLE : SIGNEZ NOTRE APPEL !

L'automne approche et avec lui son inexorable **hausse des primes d'assurance-maladie**. Une augmentation qui, année après année, fait trembler de trop nombreuses personnes. Le poids des primes est bien trop pesant, ça ne peut plus durer ! Le système de santé est dans l'impasse. Il est pourtant plus qu'urgent d'agir !

Les VERT-E-S ont la solution pour financer la santé de manière plus sociale : lier les primes maladie au revenu et à la fortune. Cette proposition sera justement discutée lors de la prochaine session parlementaire. Pour que le Conseil national saisisse enfin la chance d'agir, augmentons la pression !



Signez notre appel en faveur des primes liées au revenu et à la fortune et, ensemble, rappelons à la majorité bourgeoise que cette situation dans domaine du financement de la santé ne peut plus durer. Un changement profond est nécessaire pour sortir les assuré-e-s et le système de santé de l'impasse.

Signez en ligne en scannant le QR code ou au lien suivant:

www.verts.ch/campagne/primes_liees_au_revenu

GAZA: DÉFENDRE LE DROIT INTERNATIONAL

Alors que la situation est dans une impasse avec un conflit qui menace de s'étendre à la région et que plus de 40'000 personnes ont déjà été tuées à Gaza, les VERT-E-S ont lancé un appel au conseiller fédéral Ignazio Cassis, début août, pour qu'il corrige fondamentalement son positionnement et la politique de la Suisse, dans le cadre du conflit israélo-palestinien. La Suisse doit se porter garante du droit international dans ce conflit et cesser d'aligner sa position sur celle du gouvernement Netanyahu.

Pour les VERT-E-S, le Conseil fédéral doit replacer la boussole du droit international au cœur de son action et respecter la tradition de neutralité et d'impartialité de la Suisse. Faute de quoi notre pays pourrait se voir décrédibilisé et accusé de complicité de crimes de guerre commis par un Netanyahu aux abois et son gouvernement d'extrême droite.

Depuis l'attaque terroriste sanglante du 7 octobre, plus de 40'000 gazaoui-es – dont la plupart des civil-es et des enfants – ont été massacrés par les bombardements répétés de l'armée israélienne. Par ailleurs, les quelque deux millions de

palestinien-ne-s vivant dans ce territoire exsangue n'ont plus aucun lieu où se réfugier. Écoles, hôpitaux ou hospices sont régulièrement pris pour cibles en violation du droit international humanitaire (DIH).

Si la Suisse ne veut pas se rendre complice de ces violations, elle doit immédiatement abandonner son alignement quasi-automatique sur le gouvernement Netanyahu et revenir à une position impartiale dont la boussole est le droit international.

Depuis bientôt un an, les VERT-E-S demandent que la Suisse sorte de son silence et exige un cessez-le-feu

immédiat, la libre circulation des soutiens humanitaires, la libération des otages israélien-ne-s et renforce son financement à l'UNRWA. La Suisse doit sanctionner les criminels de guerre des deux côtés et s'engager activement pour une solution durable, en reconnaissant les deux États et en soutenant un processus de paix équilibré et juste.

Texte rédigé le 21 août 2024



Nicolas Walder
conseiller national GE,
✕ WalderNicolas

PROCHAIN ARRÊT 📌: SOMMET DU CHANGEMENT!

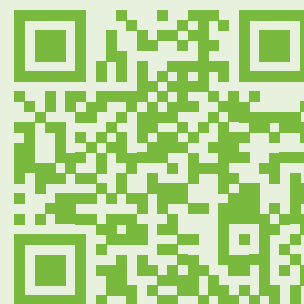
À quoi pourrait ressembler notre économie et notre société si nous renoncions enfin à la croissance permanente ? Voilà la question que les VERT-E-S se poseront lors du premier « Sommet du changement », qui se tiendra le 2 novembre à Bienne.

Le monde est confronté à de profonds changements et nous voulons les façonner activement. Nous nous engageons pour de nouveaux modèles économiques et sociaux qui répondent aux défis du réchauffement climatique et de l'érosion de la biodiversité. Pour concrétiser ces visions, nous avons besoin d'objectifs ambitieux et d'un plan pour les mettre en œuvre. Nous en discuterons, lors du Sommet du changement, avec nos membres, des expert-es et la société civile.

La journée du 2 novembre commencera par une conférence sur la post-croissance, suivie par des ateliers thématiques. Le sociologue Nikolaj Schultz fera un exposé dans l'après-midi qui se terminera par une table ronde. **Réservez la date du 2 novembre et venez échanger avec nous!**

infos:

www.verts.ch/sommet-du-changement





LES VERT-E-S D'URI AUX BARRICADES

« ISLETEN POUR TOU-TE-S »

David contre Goliath ! Ainsi peut-on décrire notre projet contre un milliardaire soutenu par le gouvernement cantonal et cela n'effraie aucunement les VERT-E-S du canton d'Uri. Nous nous engageons de tout notre cœur, plein d'assurance, pour une bonne cause.

Lorsqu'en décembre 2021, l'investisseur Samih Sawiris a fait savoir qu'il voulait construire deux ports de luxe (marinas) sur le lac des Quatre-Cantons, il était clair que les VERT-E-S n'en veulent pas ! Le littoral uranais appartient aux Uranais-es ! Afin de faire connaître la grogne populaire, nous avons lancé en février 2022 une pétition contre ces deux projets.

Avec l'aide d'un comité de Flüelen, nous avons déposé plus de 10'000 signatures. Résultat : le projet de Flüelen tombe à l'eau, mais pas celui d'Isleten, car Sawiris a acheté l'immeuble. Pour nous, cela a été un premier magnifique succès !

Par contre, la réaction du gouvernement uranais a été décevante, une manière de dire : « Nous vous avons bien entendu, mais cela ne change rien à la marche de nos affaires. » Or, c'était sans compter sur les VERT-E-S uranais-es. Nous avons passé à la vitesse supérieure en lançant l'initiative « Isleten für alle » (Isleten pour toutes et tous), que nous avons déposée en juin 2023. Depuis, notre petite équipe s'attelle à cette grande

mission.

Sauver ce bel endroit du lac des Quatre-Cantons me motive jour après jour. L'investisseur Samih Sawiris ne cesse de souligner l'horreur de cette friche industrielle. Je pense exactement le contraire : dans le bassin du lac des Quatre-Cantons au milieu du delta de la rivière Isenthal, une oasis naturelle, oubliée durant des années, somnole sur le terrain d'une ancienne fabrique d'explosifs – au demeurant le premier site industriel uranais. Les parois rocheuses abruptes s'élancent, comme un fjord, depuis la rive. La petite embouchure, aujourd'hui librement accessible est très appréciée des familles pour se baigner ou faire des grillades, et par pour tout-e un-e chacun-e pour pratiquer du sport aquatique ou la randonnée sur la voie suisse.

Samih Sawiris veut détruire cette beauté naturelle en construisant 50 chambres d'hôtel, 30 appart-hôtels, 7 logements gérés, 7 bungalows et un port de 50 bateaux... et en retirer un bénéfice substantiel. Le règlement

d'urbanisme prévoit 400 places de parc pour un tel projet... tout cela en plein inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP) et en plein delta de rivière.

Le gouvernement uranais soutient le projet de Sawiris depuis le début et n'hésite pas parfois à manipuler l'opinion. Les bras m'en tombent et cela me met en colère. Mais je la transforme en énergie pour défendre notre cause et faire d'Isleten un lieu attrayant pour et mettre les bâtons dans les roues de ce projet. Je veux un « Isleten pour tou-te-s », les Uranais-es veulent un « Isleten pour tou-te-s » !

Notre canton votera sur l'initiative le 24 novembre 2024. Tenez-nous les pouces pour qu'un OUI clair sorte des urnes !

Eveline Lüönd, présidente des VERT-E-S (UR) et députée cantonale